

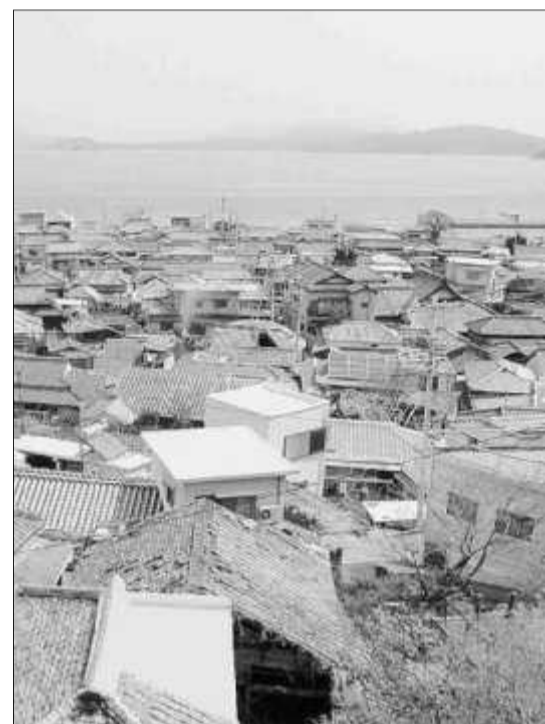
Deux centrales sont implantées dans le sud-ouest de l'Hexagone

Le Sud-Ouest est équipé de deux centrales nucléaires : le Blayais, dont les quatre réacteurs de 900 mégawatts (MW) produisent 1,2 fois la consommation électrique de l'Aquitaine, et Golfech, dans le Tarn-et-Garonne, qui compte deux réacteurs de 1 300 MW en bordure du fleuve.

**SUDOUEST.FR**

Retrouvez toute l'information et réagissez à l'actualité en laissant vos commentaires sur notre site Internet.

Uve de la transition



Malgré de faibles ressources, la population vieillissante d'Iwaishima, au sud d'Hiroshima, refuse toujours l'argent de l'État et proteste contre le projet de centrale. PHOTOS R. BRILLAUD

Les résistants nippons

REPORTAGE Depuis trente ans, un village japonais lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire

Elles babillent au petit matin sur le port d'Iwaishima. Énergiques et joyeuses, elles empoignent de lourds sacs de hijiki, une algue brune récoltée sur cet îlot situé au sud d'Hiroshima puis vendue à travers le Japon. Le visage dissimulé derrière un chapeau à larges bords, rien ne trahit leur âge. « Le travail, ça maintient en forme ! » disent en chœur Emiko Shomoto, 77 ans, et ses compagnes à peine plus jeunes. Mais si ces sémillantes grands-mères participent au ramassage du hijiki et des nêles au printemps, au séchage des poulpes en été ou encore à la préparation du thé à l'automne, c'est avant tout par militantisme. Elles luttent de la sorte contre la centrale nucléaire qu'on tente de leur imposer depuis 1982 sur le littoral d'en face.

Relancer l'économie locale

Voilà plus de trente ans, en effet, que la commune de Kaminoseki, dont dépendent les 470 âmes d'Iwaishima, a décidé de sa construction et s'y tient. La mairie espère ainsi relancer l'économie locale durement frappée par l'exode rural. « La moitié des 3 500 habitants ont plus de 65 ans, résume sobrement Masaki Yoshida, en charge du dossier. La ville a besoin chaque année de 3,5 milliards de yens, quand les taxes ne rapportent que 0,2 milliard. Or, nous n'avons pas assez de terrains ni assez d'eau pour attirer les entreprises. Et nous

sommes loin des grands axes routiers... » La centrale, avec sa promesse de plus de 1 500 emplois créés, a donc été votée à la quasi-unanimité.

Dans la baie somptueuse et sauvage de Tanoura, à 4 km à vol d'oiseau d'Iwaishima, le terrain commençait à être aplani quand la catastrophe de Fukushima a eu lieu. Le chantier a été immédiatement suspendu. Il ne devrait cependant plus l'être pour longtemps, avec l'arrivée au pouvoir de Shinzo Abe, originaire de la région et partisan d'une relance de nucléaire.

« Les sommes déjà versées par la compagnie d'électricité et par l'État sont colossales »

Les habitants de Kaminoseki avouent qu'ils se posent désormais des questions. Mais les sommes déjà versées, tant par la compagnie d'électricité du Chugoku que par l'État, sont colossales : des milliards de yens utilisés pour rénover les infrastructures publiques, construire une école ou un luxueux spa. Comment, dès lors, revenir sur leur engagement ?

Dans les bureaux de Chugoku, la voix couverte par une clim à plein régime en dépit de la douceur printanière, le directeur, Takenobu Harada, répond sans détour : « Kaminoseki n'a pas le choix. Cette centrale est la seule solution pour dynamiser la région et préserver l'indépendance énergétique du pays. » Au fil de la discussion, l'homme au costume impeccable décline ses origines : il est né à Nagasaki, où son père

et son grand-père ont été victimes de la bombe atomique ; sa femme vient de Fukushima. Cette histoire douloureuse du Japon, inscrite dans sa propre généalogie familiale, n'invite-t-elle pas à la prudence ? « Cela n'a pas de sens de renier la technologie, assène-t-il d'une voix posée. Il faut juste rendre les gens plus aptes à gérer le nucléaire. »

Résistance à tout-va

Sur ce bout du monde niché dans la mer intérieure de Seto, seuls les habitants d'Iwaishima ont toujours refusé de croire à un tel discours, comme d'encaisser l'argent de l'État et de Chugoku. Depuis trente ans, ils font de la résistance à tout-va. Ils organisent notamment chaque lundi une marche de protestation à travers l'île. Las ! Après plus de 1 400 éditions, les militants antinucléaires ont les cheveux blancs et peinent à boucler le parcours. Ce lundi, la manifestation est même annulée car l'un d'eux vient de mourir.

Dans leur lutte contre la centrale, le temps est leur pire ennemi. La vraie résistance d'Iwaishima est donc quotidienne, banale. Il faut réussir à vivre sur ce coin de terre chiche en ressources, à convaincre les jeunes d'y rester à leur tour. C'est pour cette raison qu'Emiko Shomoto et ses amies viennent en aide à Takashi Yamato, 35 ans, depuis qu'il a repris les champs de son grand-père.

« Nous nous battons pour retarder le projet de la centrale le plus possible, mais nous ne pouvons pas changer la société, déclare ce père de trois enfants sans jamais cesser son labeur. La seule chose que nous pouvons faire pour protéger notre mode de vie, c'est continuer à faire des nêles, du hijiki... »

Rafaële Brillaud, à Iwaishima

débat sur l'énergie

mie à hauteur de 88 % du déficit commercial français. « La politique énergétique doit se construire sur une trajectoire de réduction de la consommation. Tout le monde s'accorde sur la nécessité de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Mais pour cela, il faut diviser la consommation d'énergie par deux », résume Bruno Rebelle, l'un des sept membres du comité de pilotage du débat.

Le nucléaire, sujet passionnel

L'avenir du nucléaire constitue, à raison, un pan non négligeable des réflexions en cours. Mais les crispations autour de ce chapitre extrêmement passionnel risquent de faire verser l'ensemble du processus dans l'ornière.

« Pour le moment, on tourne un peu autour du pot, confie Bruno Rebelle. EDF n'a pas envie qu'on parle chiffres autour de la part du nu-

cléaire dans le mix énergétique. EDF et les grandes entreprises partent du principe qu'on dispose d'une source de production amortie avec le nucléaire, et qu'il convient de la prolonger. Mais il faudra dans le futur investir entre 100 et 150 milliards d'euros pour prolonger le parc nucléaire et adapter les réseaux électriques. Ça mérite qu'on se pose quelques questions sur le fléchage de ces fonds. Ne serait-il pas pertinent d'investir sur autre chose ? Il va bien falloir parler aussi du prix de l'électricité : 40 à 50 € le mégawattheure (MWh) pour le nucléaire historique, mais combien en intégrant le coût réel du démantèlement des centrales et de la gestion des déchets ? 110 ou 120 € le MWh pour l'EPR, à comparer avec la fourchette de 70 à 80 € pour l'éolien à terre, de 90 à 100 € pour les centrales photovoltaïques au sol. Tout doit être mis sur la table. »

J.-D. R.